

Un “état de l’Union”, un ton plus bas

Union européenne Le président de la Commission a délivré un discours sobre et pragmatique.

Eclairage Gilles Toussaint
Envoyé spécial à Strasbourg

Une fois n’est pas coutume, Jean-Claude Juncker a fait dans la sobriété au moment de prononcer son discours sur l’état de l’Union devant le Parlement européen, mercredi matin, à Strasbourg. Le ton était posé, grave, pédagogique, loin des grandes envolées et de l’ironie qui constituent sa marque de fabrique.

“Du Barroso”, déploraient certains observateurs, déçus d’une intervention manquant de tripes et que le président de la Commission n’ait pas davantage secoué le cocotier alors que l’Union européenne est au plus mal. Résignation ? Aveu de faiblesse face à des chefs d’Etat et de gouvernement qui semblent moins que jamais disposés à partager “leur pouvoir” ? Il y a sans doute un peu de cela. Beaucoup de réalisme et de pragmatisme aussi. La méthode volontariste et frontale qu’a jusqu’ici adoptée l’exécutif européen, si elle était fondée, n’a pas vraiment payé, comme l’a démontré la polémique autour de l’accueil des demandeurs d’asile. Si la solidarité est le ciment de l’Union, “elle doit venir du cœur et ne peut être forcée”, a concédé le locataire du Berlaymont.

Douze mois pour renverser la vapeur

Alors que le séisme provoqué par le Brexit est loin d’être digéré, Jean-Claude Juncker a visiblement choisi de jouer l’apaisement et de ne pas accroître les tensions entre les institutions. L’Europe, a-t-il souligné, est un puzzle incomplet qui traverse “une crise existentielle”. Les douze prochains mois, a-t-il averti, seront “décisifs” pour dépasser les “clivages tragiques” qui sont apparus avec les pays d’Europe centrale et orientale. La Commission “de la dernière chance” n’a donc sans doute jamais aussi bien porté son nom, mais si elle est prête à totalement s’impliquer pour relancer l’Union,

elle ne peut le faire seule, a répété entre les lignes le Luxembourgeois. Manière de rappeler que les leviers de décision restent avant tout dans les mains des Etats membres qui se réunissent ce vendredi à Bratislava. “La Commission n’ambitionne pas de se substituer aux Etats”, a-t-il aussi glissé, histoire de rassurer les allergiques au “plus d’Europe”.

Une longue to-do-list

Scotché à un texte où chaque mot avait été soigneusement calibré, Jean-Claude Juncker s’est adressé à tout le monde en ne ciblant personne. Il a veillé à donner des gages sur sa volonté d’aller de l’avant sur la base d’un “agenda positif” de mesures qui doivent rencontrer les préoccupations concrètes de la population. L’Europe a besoin de justice sociale, a-t-il notamment reconnu. Elle ne doit pas être le “Far West, mais une économie de marché sociale”, capable de se défendre de manière aussi virulente que les Etats-Unis par rapport au dumping tel que celui auquel on assiste dans le secteur sidérurgique. Dans ce contexte, les accords de libre-échange et la création d’emplois qui en découlent restent nécessaires, défend-il pourtant. Un point de vue qui ne contribuera pas forcément à le rendre populaire...

Estimant que le Pacte de stabilité – qui fixe les règles budgétaires à respecter par les Etats membres – ne doit pas faire obstacle à la croissance, il affiche sa volonté de porter son plan d’investissements à 630 milliards d’euros d’ici 2022. Et d’étendre cette formule à

un fonds qui permettrait d’aider les pays d’Afrique, histoire de lutter contre les racines de la migration.

Soulignant l’importance du secteur

numérique, il entend accélérer le déploiement de la 5G partout en Europe d’ici 2025... L’Europe doit aussi urgemment mobiliser des ressources militaires communes, a encore plaidé Jean-Claude Juncker, réitérant sa volonté de renforcer rapidement la sécurité des frontières extérieures. A la manière de ce qui existe aux Etats-Unis, la Commission proposera également sous peu la mise sur pied d’un système d’informations permettant de “screenner” les voyageurs avant leur arrivée sur le territoire européen.

Aux capitales de jouer

Beaucoup de belles intentions donc, mais dont la concrétisation restera largement dépendante du bon vouloir des capitales – ce que dit également le président du Conseil européen, Donald Tusk, (lire ci-contre) aux chefs d’Etat et de gouvernement en préambule du sommet de vendredi, mais sur un ton beaucoup moins imprégné de la philosophie communautaire. “J’appelle à notre volonté de dépasser les différences et les clivages. C’est cela que l’Histoire retiendra”, a conclu le président de la Commission..

***“L’existence de l’Union européenne
n’est pas menacée par la décision
du Brexit.”***

Le président de la Commission européenne a répété qu’il espérait recevoir rapidement une notification officielle du Royaume-Uni, afin de lancer concrètement la procédure de divorce.

***“L’UE ne doit pas devenir un magma
uniforme, elle vit de sa diversité.”***

Comprendre : “Bruxelles” n’entend pas tout régir et devenir un gouvernement supranational.

***“L’Europe n’est pas assez sociale, il faut
remédier à cet état des choses.”***

Deux ans après avoir déclaré qu’il voulait que l’Union puisse être créditée d’un “*Triple A social*”, Jean-Claude Juncker a affirmé sa volonté d’œuvrer à l’égalité des conditions : “*Il faut que les travailleurs reçoivent le même salaire pour un même travail effectué au même endroit.*” Avis aux Etats membres qui s’opposent à la révision de la directive sur les travailleurs détachés.

***“L’Europe respecte et protège l’Etat de
droit et la démocratie. Nous sommes
contre la peine de mort.”***

Message personnel au président turc Recep Tayip Erdogan et au Premier ministre hongrois Viktor Orban. Et rappel général : il faut préserver les valeurs européennes.

***“L’Histoire ne se souviendra pas de nos
noms, mais de nos erreurs.”***

Solennel, le Luxembourgeois a rappelé la menace de la désunion face à la montée des populismes et des nationalismes, appelant les chefs d’Etat et de gouvernement à prendre leurs responsabilités en “*dépassant les différences et les clivages*”.

***“En Europe, nous n’acceptons pas
que de puissantes sociétés obtiennent
secrètement des accords illégaux
sur leurs impôts.”***

Cloué au pilori lors de la révélation du scandale Luxleaks, à l’aube de son mandat, celui qui fut Premier ministre du Grand-Duché n’a de cesse de donner des gages que l’ancien “braconnier” luxembourgeois est devenu un intransigeant “garde-chasse” européen.